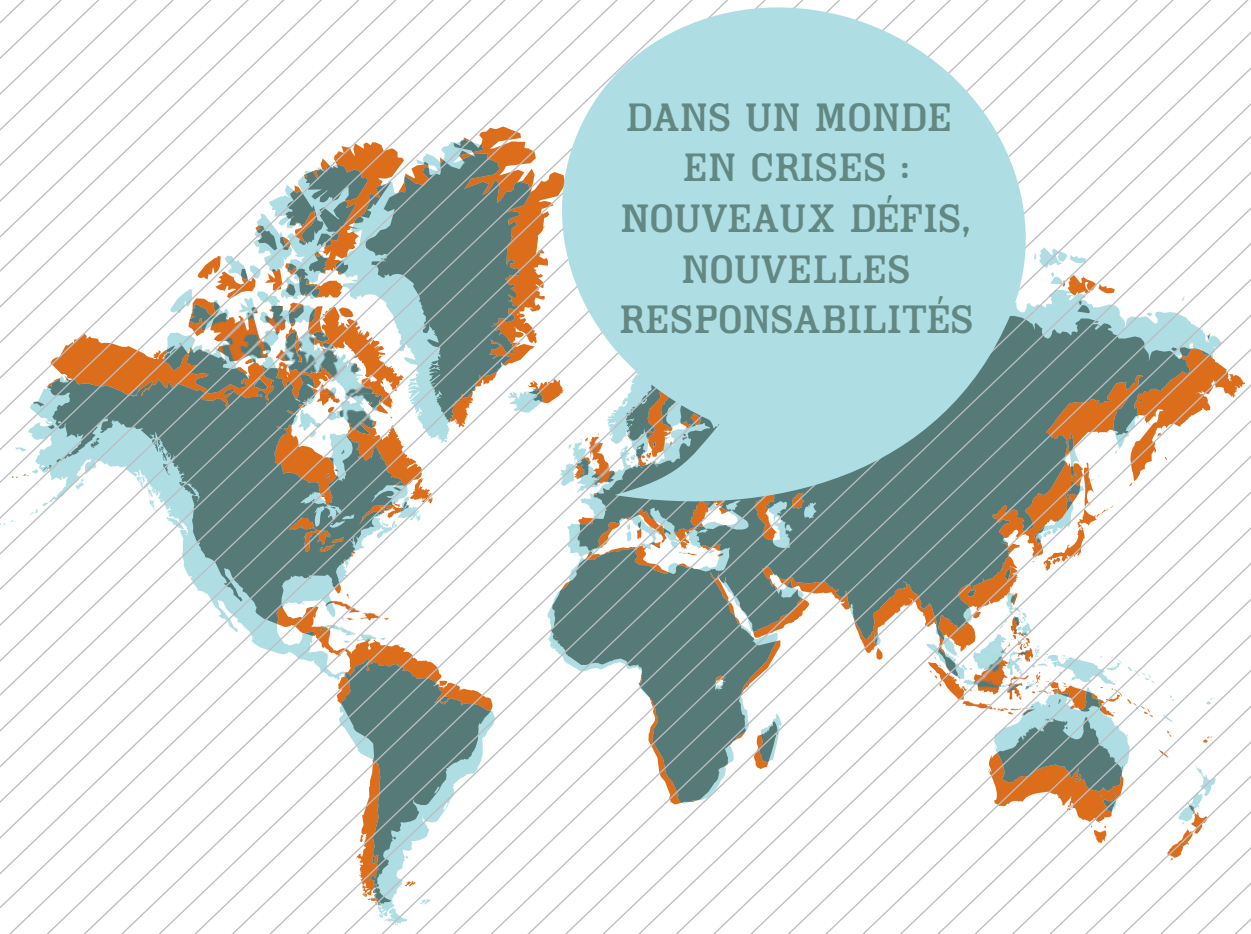
avril
2011

G8 / G20



Positions de l'AMCP et de Coordination SUD pour la présidence française des G8 et G20

Coordination SUD
Solidarité Urgence Développement

NOS PROPOSITIONS

À l'occasion du G8 et du G20, la société civile française attend du gouvernement qu'il porte les propositions suivantes :

#1 Adopter une approche en faveur d'un développement basé sur le respect et la réalisation des droits humains fondamentaux.

#2 En finir avec les paradis fiscaux pour assainir l'économie mondiale, financer le développement, et lutter efficacement contre la corruption.

#3 Mettre en place dès aujourd'hui une taxation des transactions financières afin de financer les enjeux de développement et de climat.

#4 Réaffirmer le rôle des États dans l'encadrement de la responsabilité des entreprises en matière sociale, environnementale, fiscale et de droits humains, et veiller à ce que les engagements pris en matière de travail décent soient appliqués.

#5 Favoriser une régulation efficace des marchés agricoles au service de l'agriculture familiale et paysanne et des consommateurs.

#6 Réguler le commerce des armes, soutenir la construction de la paix et de l'État de droit, en finir avec l'instrumentalisation des migrations et de l'aide.

PRÉSIDENCE FRANÇAISE : UN AGENDA DÉCONNECTÉ DES RÉALITÉS ?

LE CYCLE INFERNAL DES CRISES MONDIALES

C'est avec le slogan « Nouveau monde », nouvelles idées et un agenda ouvert sur de nouveaux chantiers de travail que la présidence française du G8 et du G20 répond au contexte de crises actuel. Par contraste avec 2009, les discours sont optimistes, centrés sur la reprise de la croissance et rassurants sur une « sortie de crise ». Les faits démontrent pourtant que les crises perdurent sous de multiples formes, dont certaines sont nouvelles.

Crise financière

Suite au krach financier de 2008 et au sauvetage des banques, de nombreux pays connaissent des niveaux de dette souveraine exorbitants, aggravés pour certains par des attaques spéculatives. Face au creusement des déficits et à la fragilisation des budgets nationaux, les choix politiques ont porté exclusivement sur des mesures d'austérité, qui retombent sur les populations qui en payent le prix fort. À contrario, multinationales et banques affichent des bénéfices record (82,5 milliards d'euros pour les entreprises du CAC 40 en France en 2010, soit une hausse de 85% par rapport à 2009), et cherchent à minimiser leur contribution aux budgets des États. Elles utilisent toutes les possibilités d'évasion fiscale offertes par la mondialisation, en transférant artificiellement, dans leur comptabilité, la richesse qu'elles produisent vers les territoires les moins-disant en matière d'impôts sur les sociétés. En outre, la responsabilité des entreprises multinationales, dont les activités ont un impact négatif sur les conditions de travail et de vie des populations locales, ainsi que sur leur environnement, n'est pas encadrée de façon adéquate.

Crise sociale

Les inégalités et le chômage dans le monde continuent de progresser et la pauvreté a cessé de reculer. La Banque mondiale annonce que 44 millions de personnes de plus ont basculé depuis juin 2010 dans l'extrême pauvreté. Elles rejoignent 1,2 milliard de personnes déjà dans cette situation, au Nord comme au Sud, dont 70% sont des femmes. Les écarts d'accès au capital, au travail et aux sphères décisionnelles, hypothèquent tout processus de développement humain et toute réduction significative des inégalités entre les femmes et les hommes.

Crise alimentaire

La faim continue de toucher près d'un milliard de personnes. Les prix des matières premières agricoles connaissent de nouveau une hausse importante, au-delà du pic de 2008. Cette hausse est alimentée par la conjonction de la spéculation financière sur les produits agricoles et de l'absence

de régulation sur ces marchés, de l'insuffisance et du manque de coordination des politiques de stockage. Elle trouve ses origines dans le démantèlement depuis les années 1980 des politiques agricoles dans les pays du Nord comme du Sud. Par ailleurs, les stratégies agressives d'accaparement des terres, destinées au développement de monocultures d'exportation, notamment pour les agrocarburants, sont un nouveau facteur de hausse des prix.

Crise climatique

Les défis climatiques continuent aussi de peser sur l'accroissement des inégalités. Pourtant responsables de plus de 80% des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), les États membres du G8 et du G20 n'affichent toujours pas d'objectifs suffisants pour la réduction de leurs émissions. Les engagements pour des financements additionnels en direction des pays en développement restent eux aussi insuffisants. Le risque que l'augmentation de la température moyenne globale dépasse plus de 2°C reste réel avec des conséquences non maîtrisées et de probables flux migratoires pourtant redoutés par les pays du G8.

Crise démocratique

Les bouleversements dans le monde arabe montrent à quel point l'aspiration citoyenne à la démocratie se nourrit d'une révolte profonde contre la confiscation des richesses par une poignée de dirigeants et le musellement de la liberté d'expression. Les pays des G8 et G20, au nom d'arguments spécieux de stabilité et de leur vision mercantile, ont soutenu les régimes dictatoriaux par des financements et des ventes d'armes sans condition. Cela est vrai pour le monde arabe comme pour l'Afrique subsaharienne, et pour d'autres régions du monde. Ils doivent aujourd'hui s'engager dans de nouvelles politiques qui tournent le dos à ces pratiques. En particulier, quand l'Union européenne ferme encore plus ses frontières aux populations qui migrent à la recherche de sécurité, elle se met à contre-courant de ce processus historique.

UNE FUITE EN AVANT ?

À l'occasion du G8 en mai et du G20 en novembre, les dirigeants des pays aux économies les plus puissantes se réunissent à nouveau pour impulser des orientations qui auront des incidences sur l'ensemble de l'économie, et avant tout sur les populations du monde entier.

Les chantiers ouverts par la présidence française concernent principalement la réforme du système monétaire international, la lutte contre la volatilité des prix des matières premières et l'amélioration de la gouvernance mondiale. Certaines des ambitions affichées sont pertinentes, et rejoignent des travaux et propositions portés par les organisations de la société civile depuis des années. C'est le cas, notamment, de la taxe sur les transactions financières, de la lutte contre les paradis fiscaux et contre la volatilité des prix agricoles.

Les G8 et G20 justifient l'ouverture de nouveaux chantiers par le fait qu'ils auraient déjà « apporté des réponses collectives efficaces à la crise ». À entendre les discours des chefs d'État, les paradis fiscaux seraient en passe d'être abolis, et les marchés financiers, notamment les *hedge funds*, seraient aujourd'hui régulés. Cela permettrait désormais de se concentrer sur les déséquilibres monétaires et commerciaux. Des affirmations qui ne font guère illusion, ni pour la société civile, ni auprès de l'opinion publique. Les orientations des G8 et G20 ont jusqu'à présent tout juste effleuré ces problèmes. Elles ont instauré plus de surveillance là où il faudrait de la régulation. Au final, l'écart reste important entre les déclarations faites durant les sommets, et les actions des États membres dans leurs propres territoires ou dans d'autres espaces.

L'agenda de la présidence française ne déroge pas à cette approche en trompe-l'œil et à ses insuffisances. Il est temps que les pays des G8 et G20 s'attellent à une sortie de crise au bénéfice des populations, notamment les plus pauvres, et répondent aux aspirations légitimes pour plus de justice, de paix et de liberté.

LES CONDITIONS D'UNE SORTIE DE CRISE

DES ENGAGEMENTS À RESPECTER

Lors des récentes réunions du G8 et du G20, les chefs d'État se sont engagés à rendre compte de leurs engagements antérieurs en faveur du développement. Les organisations membres de l'AMCP et de Coordination SUD en ont pris acte, et étudieront de près les documents produits à l'occasion des G8 et G20 en France. Elles souhaitent aussi rappeler l'ensemble des engagements pris dans les années passées.

- Les chefs d'État des pays du G8 doivent honorer leurs promesses, depuis celle de consacrer 0,7% de leur revenu national brut à l'APD (aide publique au développement) jusqu'à celles lancées à Gleneagles (2005), Heiligendamm (2007), L'Aquila (2009) et Muskoka (2010). Le respect des engagements devrait inclure des bilans publics et réguliers d'information sur l'avancée de leur mise en œuvre.

- Au-delà des déclarations de principe, les chefs d'État des pays du G20 doivent s'accorder sur des mesures coordonnées qui permettront de lutter contre la spéculation et l'opacité financière, et qui encadreront sévèrement les pratiques des acteurs financiers (multinationales, banques et assurances, fonds spéculatifs, traders, etc.), notamment en matière de risques et dans le domaine des rémunérations.

- Les gouvernements des 20 doivent également avancer vers la création d'une fiscalité mondiale, notamment par la création de taxes globales, sur les transactions financières, sur les bénéfices des multinationales ou encore sur les pollutions.

UN CADRE ONUSIEN À PRIORISER

Des décisions qui excluent 173 pays - et notamment ceux dont les populations sont les principales victimes de la crise - peuvent difficilement avoir un réel impact pour changer en profondeur les situations d'inégalités actuelles. Quel que soit le poids de l'addition des PIB et de la population des pays du G20, les travaux de ce groupe ne peuvent être conduits de façon indépendante, et doivent être reversés dans le système onusien. En ce sens, l'agenda développement initié à Séoul pose question. Il n'intègre aucun des enjeux de développement globaux qui sont pourtant clairement posés aujourd'hui : enjeux écologiques, migratoires et urbains.

Si cet agenda se veut complémentaire d'autres cadres existants, il est indispensable d'établir des références à ces défis mondiaux et des mentions claires aux articulations recherchées avec, par exemple, les enceintes de l'ONU ou la Conférence des parties concernant la lutte contre le changement climatique.

UNE GOUVERNANCE MONDIALE À REPENSER

L'élargissement du G8 au G20 témoigne du changement majeur qui s'est opéré ces dernières années dans la donne géopolitique mondiale. Il prend en compte l'irruption des pays émergents dans cet échiquier et l'interdépendance entre les pays du G8 et ces nouvelles économies. La place du G8 se trouve fortement remise en question dans le rôle qu'il s'était attribué de régulateur de l'ordre économique mondial. Toutefois, bien que le G20 compte 11 pays de plus que le G8 (plus l'Union européenne), ce qui bouscule les rapports de force jusque là existants, cela n'a pas apporté de remise en question des orientations. Celles-ci restent dictées par les institutions impliquées précédemment dans la définition et l'exécution des stratégies financières et économiques mondiales, comme la Banque mondiale ou le FMI. Or, non seulement ces institutions n'ont pas été critiquées sur le rôle qu'elles ont joué dans la crise actuelle, mais au contraire, elles ressortent renforcées par les décisions du G20 depuis 2009.

Le G20 ne saurait prétendre représenter une gouvernance renouvelée à l'échelle mondiale. Dès lors, les pays du G20 doivent œuvrer à une réforme en profondeur du système onusien, dont la pierre angulaire repose sur le droit international élaboré en son sein. Ce droit international doit s'imposer à toutes les organisations internationales, en particulier les institutions financières internationales et l'OMC.

DÉVELOPPEMENT : UNE APPROCHE PAR LES DROITS À AFFIRMER

Le G20 s'est fixé à Séoul une nouvelle mission concernant le développement, avec des approches présentées comme complémentaires de la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Il a souhaité concentrer sa plus value sur deux aspects : la contribution à un cadre de croissance économique vertueuse, par le soutien au secteur privé et à l'investissement dans les pays en développement, et la promotion d'un socle de protection sociale universelle pour atténuer les effets des crises systémiques sur les populations les plus vulnérables. En continuant à mettre en avant uniquement la croissance économique comme facteur de développement, les pays du G20 restent sourds aux critiques à l'encontre de cet indicateur. Le rapport du PNUD 2010, « La vraie richesse des nations », a souligné la faiblesse du lien entre croissance et développement humain. Selon le PNUD, le développement humain ne se confond pas avec la croissance économique, et de gros progrès sont possibles même sans croissance économique rapide. En outre, dans les pays émergents ou à revenu intermédiaire, montrés comme des références par le G20, la croissance s'est trop souvent accompagnée d'un accroissement inacceptable des inégalités. Des pans entiers de la population voient leurs droits fondamentaux violés, leur accès aux ressources productives réduit et précarisé, et les inégalités de statut entre hommes et femmes sont renforcées. Enfin, la croissance à tout prix a encouragé l'émergence de modes de production et de consommation qui apparaissent maintenant comme insoutenables.

LA PAUVRETÉ EST LE RÉSULTAT DE PHÉNOMÈNES INTERDÉPENDANTS ET MULTIDIMENSIONNELS

- une inégalité d'accès aux droits fondamentaux (droits civils et politiques, droits d'accès au travail, à l'éducation, à la culture, à la santé, à l'eau et à l'assainissement, au logement, à la protection sociale, à la justice) ;
- un accès réduit et précaire aux ressources productives (formation, santé, information, terre, crédit, capital, statut social, etc.) à l'origine des revenus et des capacités des personnes – entendues comme les opportunités réelles dont elles disposent, sources d'autonomie et de sécurité ;
- une inégalité de statut entre les femmes et les hommes ;
- une impossibilité de devenir socialement actif, économiquement productif et politiquement influent.

Le PNUD a appelé à la production de nouveaux indices pour mesurer le développement, et prendre en compte les inégalités et les aspects multidimensionnels de la pauvreté. La priorité du développement devrait être l'éradication de l'extrême pauvreté, et la lutte contre les inégalités, tant entre les pays qu'au sein des populations, à commencer par les inégalités entre les femmes et les hommes. Il doit s'appuyer sur le respect des droits fondamentaux et permettre d'accéder à un emploi décent.

L'absence de modèle universel étant aujourd'hui évidente, le développement passe par la prise en compte de la diversité des contextes locaux, et la valorisation des dynamiques endogènes. Dans ce contexte, il est indispensable de reconnaître le rôle essentiel des collectivités territoriales et des sociétés civiles, comme des acteurs non seulement de développement mais aussi d'une transition vers des sociétés plus justes et durables. Les sociétés civiles, dans leur diversité, en particulier les organisations de personnes vivant dans la pauvreté et l'exclusion sociale doivent ainsi être associées à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de développement locales et nationales.

Cette conception du développement suppose de repenser les fondements même du politique et de l'économique, et non pas de se contenter d'ajustements mineurs du système existant.

Les dirigeants des pays du G20 s'honoreraient à reconnaître que leur modèle de globalisation économique et le modèle énergétique qu'il induit a atteint ses limites, qu'il génère de nouveaux conflits, qu'il accroît les inégalités et engendre un épuisement des ressources ainsi que des risques majeurs, notamment climatiques. Le G20, qui rassemble les pays portant la plus grande part de responsabilités dans le maintien de ce modèle, doit aujourd'hui s'atteler à des réformes en profondeur.

LES MEMBRES DE L'AMCP* ET DE COORDINATION SUD

4D
Action contre la faim
Acted
Action for Global Health
Aide et Action
Agrisud international
Auteuil International
Aides
Association des jeunes Guinéens de France
Aide médicale et développement
Amis de la Terre
Association des Marocains de France
Association médicale missionnaire
Aide odontologique internationale
APDRA-F
Actions de solidarité internationale
Asfodevh
Asmae
Attac
ATD Quart Monde
AVSF - agronomes et vétérinaires sans frontières
Avocats pour la santé
Bioforce développement
Biologie sans frontières
Care France
Cari
Conseil des Béninois de France
Conseil des Camerounais d'Europe
CCFD-Terre solidaire
Cefode
Ceméa
CFSI
CGT
CIDR
Ciedel
Cimade
Cités-unies France
Clong-Volontariat
Coalition Eau
Cnajep
Coleij
Confédération paysanne
Coordination d'Agen
Cosim Nord Pas-de-Calais
Cosim Normandie
Cosim Rhône Alpes
Crid
CSSSE
Délégation catholique pour la coopération
Défap
Défi Éducation Sud
Défi Michée – Stop pauvreté 2015
Demain le Monde
Équilibres et populations
Eau vive
EEDF
EEUDF
Électriciens sans frontières
Entraide médicale internationale
Emmaüs International
Enda Europe
Enfants et développement
Essor
Ethnik
Etudiants et Développement
Fédération Artisans du Monde
Fondation Abbé Pierre
Frères des Hommes
Fert
FFMJC
FIA-ISM
FIAN France
Fidesco
Fédération nationale Léo Lagrange
Fojim
Forim
France libertés-Fondation Danielle Mitterrand
France volontaires
Geres
GESS RéCoSol France - Europe - Afrique
GRDR
Greenpeace
Gref
Gret
Groupe développement
Groupe initiatives
Guilde européenne du raid
Handicap international
Haut conseil des Maliens de France
Hetsika diaspora France
Hydraulique sans frontières
Initiatives et changement
InterAide
Initiative développement
Immigration développement démocratie
IECD
IFAID Aquitaine
Iram
Ingénieurs Sans Frontières
Kinésithérapeutes Du Monde
L'appel
Madera
Max Havelaar France
Médecins du Monde
Medair France
Mouvement de la Paix
Olrec
Opals
Ouest fraternité
Oxfam France
Pacof
Partage
Peuples solidaires
Plan France
Planète enfants
Planet Finance
Planète Urgence
Pompiers Sans Frontières
Prisonniers Sans Frontières
Rame
Réseau foi et justice Afrique-Europe
Ritimo
Santé Sud
Service de coopération au développement
Secours catholique-Caritas France
SGDF
Sherpa
Sidaction
Secours Islamique France
Sipar
Solidarité laïque
Solidarité Sida
Solthis
Secours populaire français
Samu social international
Syfia International
Terre des hommes France
Touiza solidarité
UCJG
UCPA
UGVF
UNMFREO
Vision du Monde

Gwen Rouvillois 2011

AMCP (*Action mondiale contre la pauvreté) - CRID - 14, passage Dubail - 75010 Paris - Tél : 01 44 72 07 71 - Fax : 01 44 72 06 84
www.omd2012.fr/G8-G20

Coordination SUD - Solidarité Urgence Développement - 14, passage Dubail - 75010 Paris
Tél. 01 44 72 93 72 - Fax. 01 44 72 93 73 - www.coordinationsud.org

Coordination SUD
Solidarité Urgence Développement